

# République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

## INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes<sup>1</sup>. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

## INDICATEURS CLÉS

### Coût médian du MEB

**381'565 FC**

173,83 USD<sup>2</sup>

Minimum : 307'421 FC

Maximum : 587'905 FC

### Taux de change

Officiel

1 USD = **2'195 FC**

▼ -2%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = **2'300 FC**

► 0%

13 Organisations partenaires

44 Marchés évalués

1066 Commerçants enquêtés

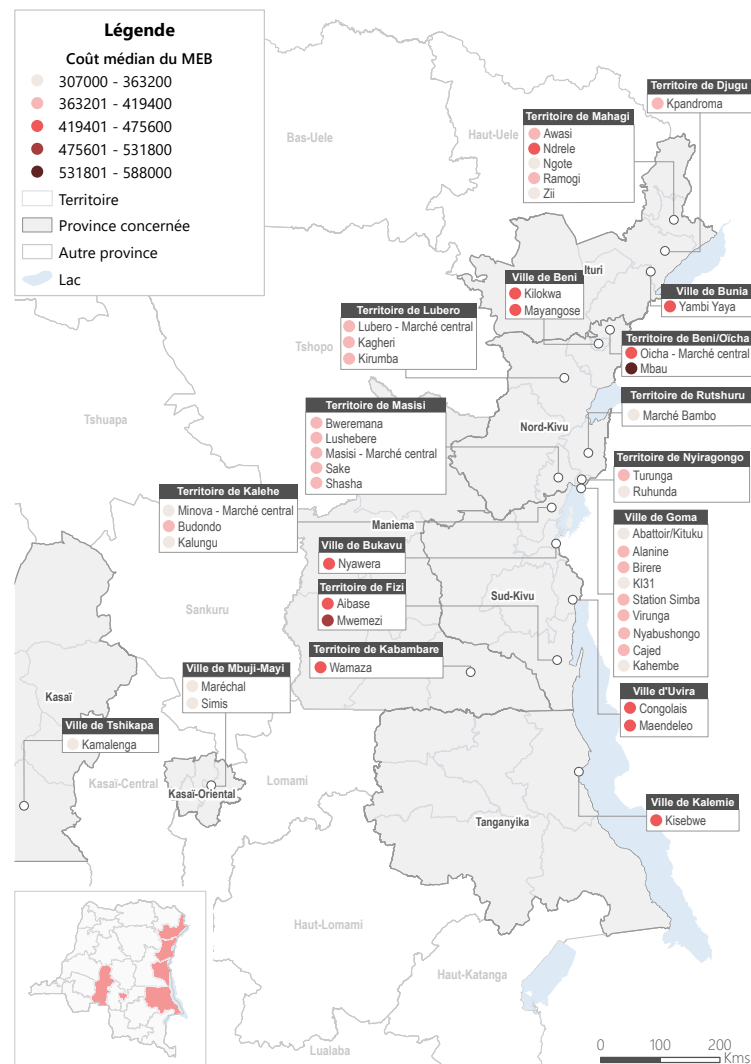
64% Femmes commerçantes

14 Produits évalués<sup>3</sup>

Du 19 au 31 janvier

Dates de collecte

## Coût médian du MEB par marché



## MESSAGES CLÉS

- Le **coût médian du MEB**, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, s'élevait à **381'565 francs congolais (FC)** en janvier et variait de 307'421 FC au marché Simis de Mbuji-Mayi à 587'905 FC au marché Mbau d'Oicha.
- Le **marché de Nyawera à Bukavu a connu une détérioration marquée de sa fonctionnalité**, passant d'un score de 80/100 en décembre à 52/100 en janvier. **Tous les commerçants interrogés ont signalé des difficultés d'accès physique** dues à la dangerosité des routes, aux combats dans la région et aux restrictions de mouvement, ainsi qu'une forte crainte de violences et de pillages.
- À Uvira, les marchés Congolais et Maendeleo ont continué à présenter une mauvaise fonctionnalité en janvier**, après une détérioration importante observée entre novembre et décembre liée à la situation sécuritaire. **Malgré une légère amélioration de la disponibilité des produits, l'accès physique restait fortement limité en raison des combats**, et une large majorité des commerçants a rapporté une crainte de pillages.
- Le **nouveau marché suivi de Kpandroma à Rethy (territoire de Djugu) présentait en janvier un coût médian du MEB légèrement inférieur à la médiane provinciale (-3%)**, avec des coûts médians plus bas pour les paniers alimentaire et AME mais un coût médian du panier EHA/combustible plus élevé. Le marché affichait une fonctionnalité globalement limitée, les principales difficultés portant sur l'abordabilité liée à l'instabilité des prix et du taux de change.

## MEB

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 6 personnes pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

La composition du MEB national avait été initialement établi en 2021 sur la base d'analyses multisectorielles et de consultations inter-clusters. Pour le cycle de janvier 2026, une nouvelle composition du MEB a été utilisée, suite à une mise à jour menée en octobre 2025 par le Cash Working Group national avec l'appui d'une Task Force dédiée et en collaboration avec les clusters et partenaires. Cette révision visait à ajuster la composition du panier et ses coûts afin de refléter l'évolution des marchés, les besoins des populations affectées et le contexte macroéconomique, tout en garantissant la pertinence, l'harmonisation et la cohérence des montants de référence. L'utilisation de cette nouvelle composition dès janvier 2026 a permis aux équipes de mettre à jour leurs outils et de se former sur le nouveau dispositif avant la collecte et l'analyse des données.

## Nouvelle composition du MEB

Articles alimentaires		Qté/ménage/mois	
Farine de maïs		45 kg	
Farine de manioc		45 kg	
Haricots		32,4 kg	
Huile		3,96 L	
Sel		0,9 kg	
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible		Qté/ménage/mois	
Savon vaisselle/lessive en barre (200 g)		6 pièces	
Savon de bain en barre (250 g)		6 pièces	
Combustible (braise, charbon, bois)		10 kg	
Articles ménagers essentiels (AME) <sup>4</sup>		Qté/ménage/an	
Natte deux places		3 pièces	
Pagne 100% coton		1 pièce	
Couverture 2 places		3 pièces	
Bidon en plastique de 20L		1 pièce	
Lampe solaire ou à pile		2 pièces	
Seau de 20L avec couvercle		1 pièce	
Articles essentiels de cuisine <sup>5</sup>		1 kit (42,72 USD)	
Autres dépenses <sup>6</sup>		Type de dépenses	Coût mensuel <sup>7</sup>
Santé	Soins primaires et secondaires et santé sexuelle et reproductive		8,33 USD
Éducation	Kits, uniformes et frais indirects		16,67 USD
Abri	Entretien du logement		20 USD

## Tendances principales

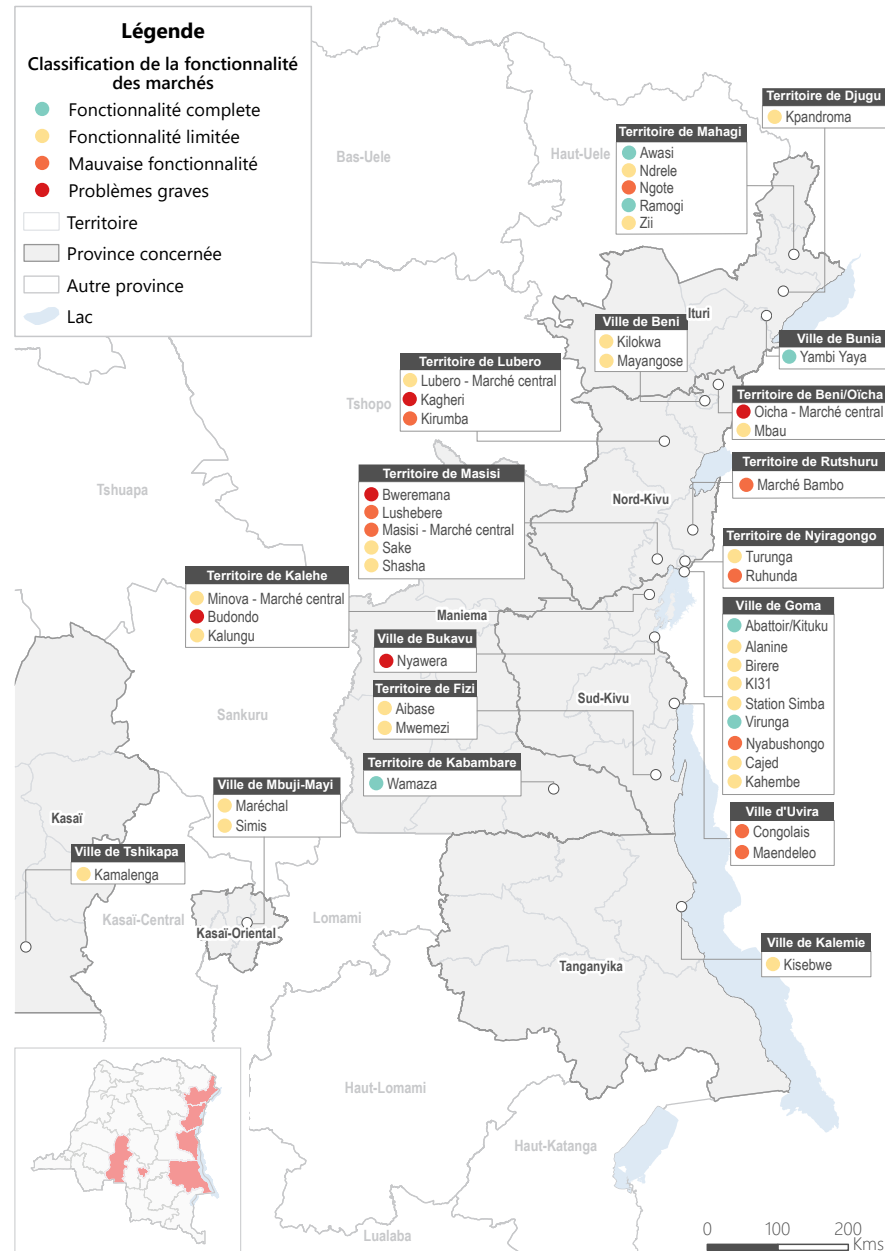
- **Le coût médian du MEB le plus élevé parmi l'ensemble des marchés évalués a été relevé sur le marché de Mbau (Beni/Oïcha) :** Sur ce marché, le coût médian du MEB s'élevait à 587'904 FC, soit 54% de plus que le coût médian calculé sur l'ensemble des marchés évalués en janvier. Ce résultat s'expliquait principalement par un coût médian plus élevé du panier alimentaire (421'800 FC, +92% par rapport au coût médian relevé sur l'ensemble des marchés évalués). Concernant les produits alimentaires, le prix médian du kilogramme de farine de maïs s'élevait à 4'000 FC, contre 1'818 FC au niveau global. De même, 1 kg de farine de manioc coûtait 3'000 FC (médiane), soit 134% de plus que le prix médian observé sur l'ensemble des marchés évalués (1'282 FC par kg). Tous les commerçants interrogés vendant des produits alimentaires ont rapporté des prix constants par rapport à décembre.
- **Les deux marchés suivis à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental) présentaient les coûts médians du MEB les plus bas parmi l'ensemble des marchés évalués en janvier :** Sur le marché Simis, un coût médian du MEB de 307'421 FC a été relevé en janvier, tandis que sur le marché Maréchal, le coût médian s'élevait à 313'007 FC. Ces coûts étaient respectivement 19% et 18% inférieurs au coût médian du MEB mesuré sur l'ensemble des marchés suivis en janvier. Alors que le prix médian des haricots ne variait pas par rapport à la médiane observée sur l'ensemble des marchés, le prix médian du kilogramme de farine de manioc sur les deux marchés de Mbuji-Mayi était inférieur de presque 50% au prix médian observé sur l'ensemble des marchés évalués (556 FC contre 1'282 FC). De même, le prix médian de la farine de maïs y était également plus bas (1'111 FC à Maréchal, 1'037 FC à Simis, contre 1'818 FC sur l'ensemble des marchés évalués en janvier). Par rapport à décembre, il est important de noter une baisse du prix médian de la farine de maïs sur les deux marchés (1'851 FC en décembre) et de la farine de manioc au marché de Simis (741 FC en décembre), tandis que tous les autres prix des produits alimentaires sont restés constants. Cette évolution est cohérente avec les déclarations des commerçants : au marché de Maréchal, 3 sur 4 ont rapporté une baisse des prix entre décembre et janvier, et 3 sur 7 au marché de Simis. Selon eux, cette diminution s'expliquerait principalement par l'amélioration des conditions de circulation liée à la saison, mentionnée sur les deux marchés. Au marché Simis, les commerçants ont également évoqué la baisse des prix pratiqués par les fournisseurs ainsi qu'une diminution du taux de change.
- **Le nouveau marché suivi de Kpandroma, à Rethy dans le territoire de Djugu, présentait un coût médian du MEB inférieur à celui observé sur l'ensemble des marchés suivis dans la province de l'Ituri :** En effet, le coût médian du MEB mesuré sur le marché de Kpandroma s'élevait à 376'519 FC, soit 3% inférieur à la médiane provinciale. Cette différence s'explique principalement par un coût médian du panier alimentaire inférieur de 8% à la médiane provinciale et du panier AME de 10%, tandis que le coût médian du panier EHA/combustible était 24% plus élevé. Par exemple, 1 kg de farine de maïs pouvait être acheté à 1'000 FC (médiane), contre 2'286 FC au niveau provincial. En revanche, le prix médian du kilogramme de farine de manioc s'élevait à 2'000 FC, contre 1'095 FC sur l'ensemble des marchés évalués en Ituri. Ces écarts de prix pourraient s'expliquer par des différences de disponibilité des produits. Par exemple, 10 commerçants sur 20 vendant de la farine de maïs sur les marchés du territoire de Mahagi ont rapporté une disponibilité limitée en janvier, tandis qu'à Kpandroma, l'ensemble des commerçants interrogés (3/3) ont indiqué que le produit était bien disponible. Ces tendances de prix devront toutefois être confirmées avec les données collectées en février.

## SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions<sup>8</sup>:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

## Classification de la fonctionnalité des marchés

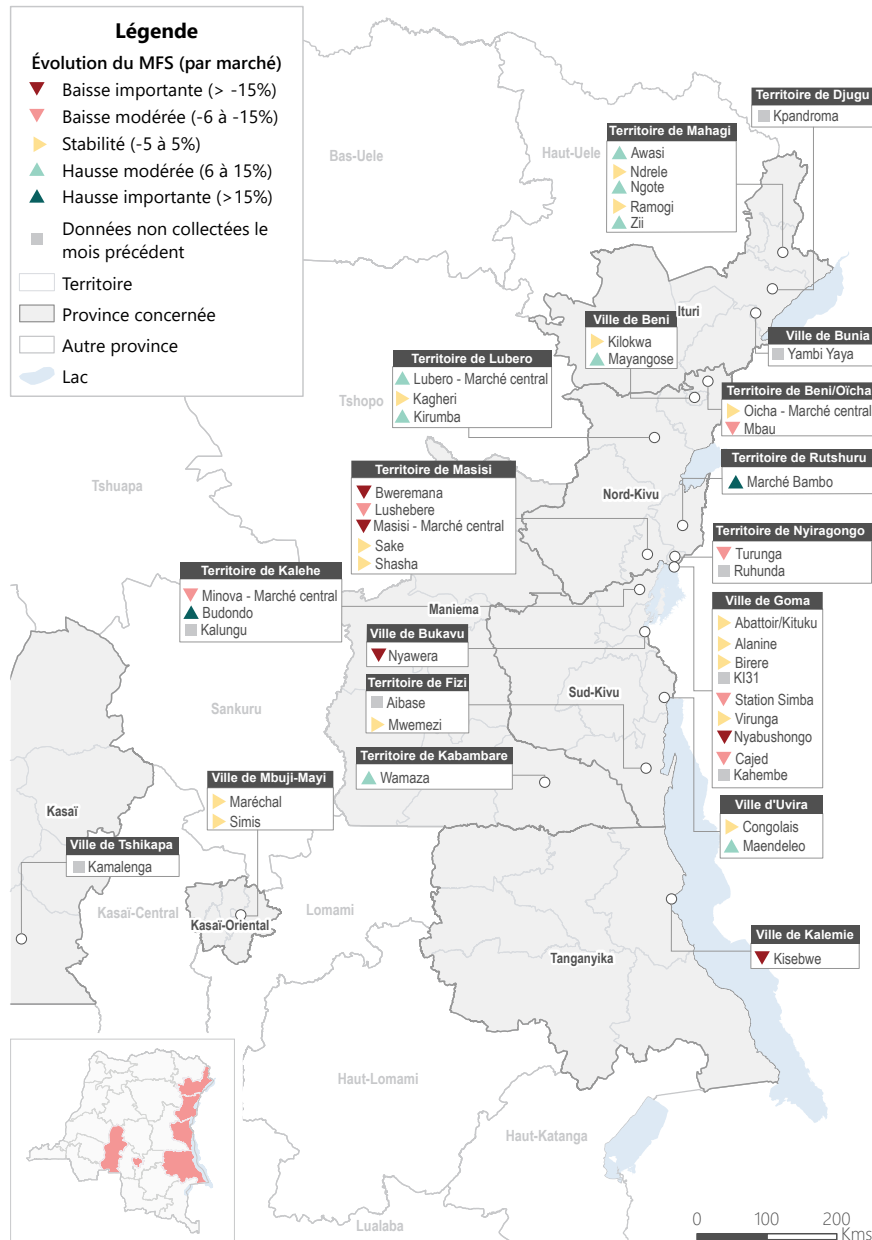


## Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités<sup>9</sup>.

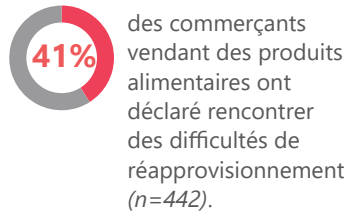
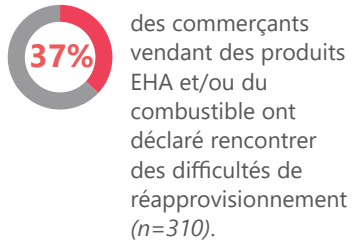
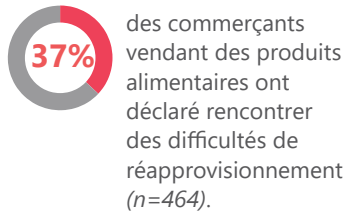
## Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



## Tendances principales<sup>11</sup>

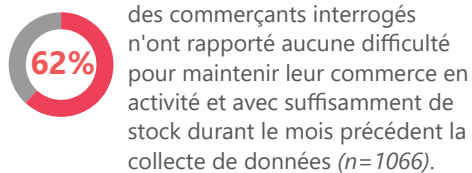
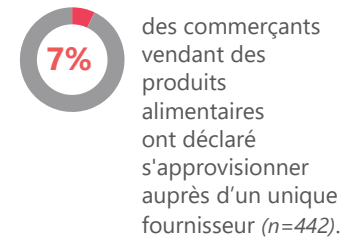
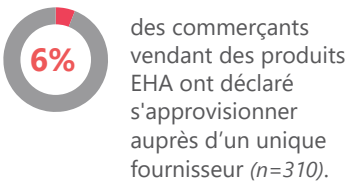
- **Au Sud-Kivu, détérioration marquée de la fonctionnalité du marché de Nyawera à Bukavu, tandis qu'une mauvaise fonctionnalité persistait sur les marchés évalués à Uvira** : Le marché de Nyawera à Bukavu est passé d'une fonctionnalité limitée (80/100) en décembre à de graves problèmes de fonctionnalité en janvier (52/100), en raison d'une dégradation de l'accès physique, routier et sécuritaire, avec des niveaux faibles d'abordabilité des prix des produits et d'infrastructures déjà signalés en décembre. En décembre, aucun commerçant n'avait signalé des problèmes d'accès physique ou sécuritaire au marché. En revanche, **en janvier, l'ensemble des commerçants interrogés (29/29) ont déclaré faire face à des difficultés d'accès physique**, notamment liées à la dangerosité des routes menant au marché (14/29), aux combats dans la région (13/29) et aux restrictions de mouvement (12/29). Une forte crainte de violences (23/29) et de pillages (20/29) a également été rapportée. Par ailleurs, les commerçants ont signalé d'importantes difficultés pour maintenir leurs activités ouvertes et assurer un niveau de stock suffisant, en particulier en raison d'une insuffisance de fonds (18/29) et de difficultés liées aux prix pratiqués par les fournisseurs (17/29). **À Uvira, après une forte détérioration observée entre novembre et décembre en raison de la situation sécuritaire, les marchés Congolais et Maendeleo ont continué à afficher une mauvaise fonctionnalité en janvier**. Malgré une légère amélioration du score de disponibilité des produits, des problèmes importants d'accessibilité persistaient. **L'ensemble des commerçants interrogés (10/10) sur les deux marchés ont déclaré faire face à des difficultés d'accès physique, principalement liées aux combats dans la région (8/10)**. Par ailleurs, neuf commerçants sur dix ont rapporté une crainte de pillages, et six ont exprimé des craintes liées à des violences. Enfin, un commerçant du marché Congolais a signalé des cas de discrimination ethnique à l'encontre de la communauté Banyamulenge<sup>10</sup>.
- **Malgré une amélioration marquée de l'accessibilité, le marché de Budondo à Minova continuait de présenter de graves problèmes de fonctionnalité** : En effet, bien que le score de fonctionnalité soit passé de 46/100 en décembre à 60/100 en janvier, d'importantes difficultés persistaient, notamment en matière d'abordabilité des prix des produits et d'état des infrastructures du marché. Par exemple, **13 commerçants sur 16 ont rapporté que leurs clients ont fait face à des difficultés financières au cours des 30 jours précédant la collecte de données**. Par ailleurs, 7 commerçants sur 16 ont déclaré être en mesure de prédire les prix que les fournisseurs demanderont le mois suivant, ce qui reflète une forte incertitude sur l'évolution des coûts d'approvisionnement. **En janvier, une dégradation de la résilience des commerçants a été observée**, avec 5 commerçants sur 16 ayant indiqué n'avoir rencontré aucune difficulté pour maintenir leur activité ouverte avec un niveau de stock suffisant au cours des 30 jours précédant la collecte de données. La principale contrainte rapportée concernait les difficultés liées aux prix pratiqués par les fournisseurs, affectant directement la capacité des commerçants à se réapprovisionner. **Au niveau de l'accessibilité, une amélioration marquée a été observée entre décembre et janvier**, avec 2 commerçants sur 4 qui mentionnaient des problèmes d'accès physique en décembre, contre 4 sur 14 en janvier.
- **Le nouveau marché suivi de Kpandroma, à Rethy dans le territoire de Djuju, affichait une fonctionnalité limitée en janvier** : avec un score global de 79/100, le marché de Kpandroma présentait de bons niveaux sur l'ensemble des composantes analysées, à l'exception de l'abordabilité des prix des produits, qui enregistrait un score faible de 6/15. En effet, **seuls 3 commerçants sur 30 ont déclaré que leurs clients n'avaient fait face à aucun problème financier au cours des 30 jours précédant la collecte de données, tandis que 28 sur 30 se sont dits incapables de prédire les prix que les fournisseurs demanderont le mois suivant**. Parmi eux, 26 sur 28 ont mentionné l'instabilité du taux de change comme principale raison de cette incertitude. Pour les autres composantes, peu de problèmes ont été rapportés. Par exemple, en matière d'accessibilité, 24 commerçants sur 30 ont indiqué n'avoir rencontré aucun problème de sécurité n'ayant entravé leur activité ou limité l'accès aux clients au cours des 30 jours précédant la collecte de données. De même, 24 commerçants sur 30 ont déclaré n'avoir fait face à aucune difficulté opérationnelle pour maintenir leur commerce ouvert avec un niveau de stock suffisant. Au niveau des infrastructures, il est important de souligner que les modalités de paiement acceptées étaient très limitées, et que la capacité de stockage restait faible : 13 commerçants sur 30 ne disposaient d'aucune capacité de stockage sur le marché.

## RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

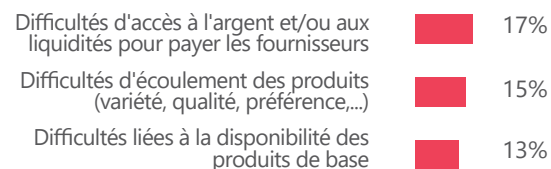


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (n=170)	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (n=115)	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les AME (n=179)
1	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs 43%	Mauvais état des routes 43%	Instabilité du taux de change 35%
2	Mauvais état des routes 42%	Instabilité du taux de change 39%	Mauvais état des routes 28%
3	Instabilité du taux de change 37%	Taxes importantes ou multiples 30%	Coûts élevés du transport 27%

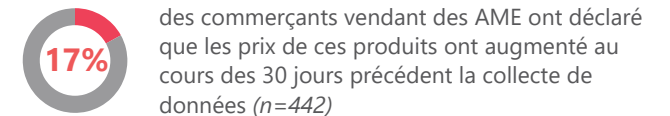
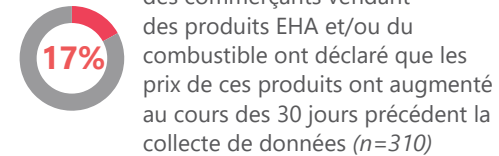
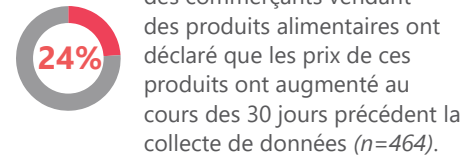
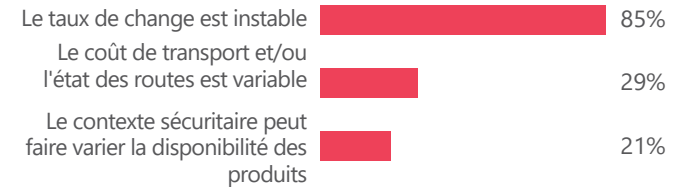


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1066)



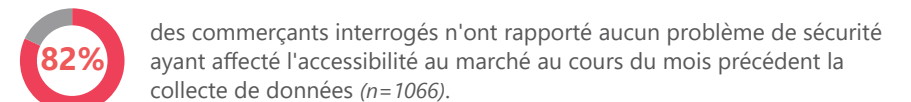
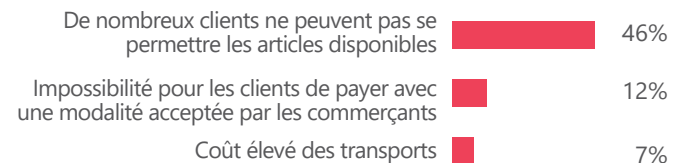
## PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=818)



## ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1066)



## Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc). Cette approche repose sur l'hypothèse que des marchés géographiquement proches sont plus susceptibles de présenter des dynamiques de prix similaires. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des prix médians de chaque article au niveau des marchés concernés est utilisée.

### Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

## Partenaires de l'initiative :



## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

**NOTES DE FIN**

1 OCHA, janvier 2026, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2026](#)

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. En janvier, les prix des AME ont été collectés.

4 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommés annuellement.

5 Le coût des articles essentiels de cuisine, bien qu'ils fassent partie du panier AME, n'est pas collecté et reste fixe. De manière similaire aux coûts de la composante « autres dépenses », ce coût fixe mensuel a été défini par le cluster Abris/AME lors de la révision de la composition du MEB. Le coût mensuel des articles essentiels de cuisine a été estimé à 3,56 USD par mois et par ménage.

6 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été définis par les clusters concernés lors de la révision de la composition du MEB.

7 Les coûts des biens et services composant les autres dépenses ont été initialement collectés en dollars américains auprès des clusters sectoriels. Pour le calcul du MEB et afin de refléter plus fidèlement la réalité du marché local, ces coûts ont ensuite été convertis en francs congolais selon le taux de change médian utilisé par les commerçants et relevé par l'ICSM sur chaque marché mensuellement. Au niveau des zones de santé, territoires, provinces, les coûts fixes ont été convertis en francs congolais en prenant le taux de change médian pour la zone de santé, territoire ou province considérée. Ainsi, les coûts fixes pourront varier mensuellement en fonction du taux de change mesuré.

8 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

9 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

10 The New Humanitarian, [Caught in the middle: Banyamulenge face violence and instrumentalisation in DR Congo's Uvira](#), 13 février 2026

11 Bien que la méthodologie de calcul du MFS soit restée inchangée, la liste des articles considérés a été révisée. Ces modifications peuvent influencer la comparabilité de certains indicateurs (notamment la disponibilité, l'écart entre la durée de stockage et le délai de réapprovisionnement, etc.). Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

## Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Janvier 2026	<a href="#">Base de données</a>	
Décembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Novembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Octobre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Analyse de la chaîne d'approvisionnement à Bunia	<a href="#">Termes de référence</a>	<a href="#">Plan d'analyse</a>
Dynamiques de déplacements et situation des marchés à Uvira	<a href="#">Fiche d'information</a>	

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).